

20-27 JUIN 2021
DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES



*L'Humain
et la planète
d'abord*

PAS DE CANDIDATS PCF AUX ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES SUR LE CANTON BAYONNE 2 (BOUCAU - BAYONNE NORD) UN CHOIX ASSUMÉ

« Le rassemblement de la gauche ! ». Le scander est une chose, le construire en est une autre. A Boucau, nous l'avons fait et nous le préservons.

Les communistes n'ont aucun adversaire à gauche et s'engagent dans chaque échéance avec la volonté d'être rassembleur et le plus utile possible à nos concitoyens.

C'est le sens de notre démarche pour les municipales à Boucau et notre souhait de consolider l'unité concrétisée autour d'un projet partagé que nous faisons vivre au sein du conseil municipal, dans l'opposition, en espérant des jours meilleurs.

Pour les prochaines élections départementales des 20 et 27 juin, avec la division des forces de gauche, le danger guette de perdre le canton pour le binôme sortant Brocard-Martin au profit de la droite et de la macronie locale.

Si les discussions au niveau du département n'ont pas permis de trouver un accord, chacun mesure les risques et la faiblesse de se présenter séparément.

Un programme commun, les idées et les propositions des uns et des autres sont très proches mais ne suffisent pas à créer la dynamique d'unité autour d'un binôme d'élus sortants dont nous reconnaissons l'engagement et le travail mené sur le territoire durant tout ce mandat. L'envie de se mesurer, les égos et ambitions personnelles l'emportent trop souvent sur la raison.

Au regard de la situation et des constats que nous pouvons faire, nous continuerons à porter les priorités du PCF que sont l'urgence pour la santé, l'éducation, les services publics, la culture, la nécessité pour chacune et chacun de vivre dignement de son travail et de sortir la jeunesse de la précarité, la défense des libertés, l'action pour le climat et l'environnement en remettant en cause les logiques capitalistes qui enfoncent notre pays dans la crise.

Dans ce contexte, face à la droite boucalaise et bayonnaise du canton, il faut voter massivement et s'emparer des grands enjeux de cette élection.

Le PCF de Boucau s'y engage et respectera le choix de chacune et chacun de nos électrices et électeurs pour choisir le meilleur binôme partageant nos valeurs pour le département. ■

Un département qui prend soin



UN RÔLE DE « BOUCLIER SOCIAL »

Alors que la crise a considérablement aggravé la précarité de millions de personnes, les départements peuvent jouer un rôle de « bouclier social », à en croire les programmes de ses candidats. Car, justement, l'action sociale est une des toutes premières compétences de ces collectivités, et reste un vrai marqueur du clivage gauche/droite.

Avec l'explosion progressive de la pauvreté due à la crise sanitaire et économique, les conseils départementaux ont déjà fort à faire. Pour la suite, ils vont devoir innover sur leurs politiques sociales, et les candidats de la gauche ne sont pas avares de propositions

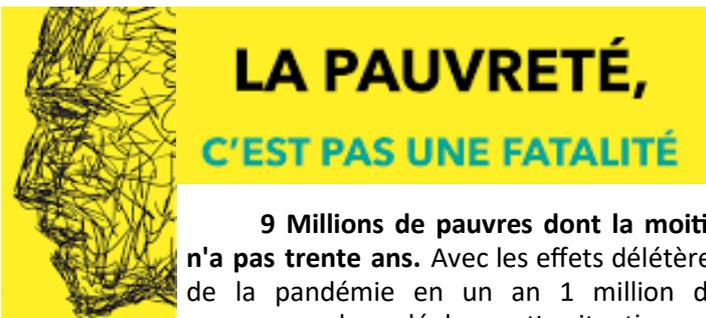
Plus encore, depuis 2017, les collectivités sont contraintes par la loi de limiter leurs dépenses. « Il faut continuer de mener la bataille politique pour que les allocations universelles de solidarité (RSA, aides personnalisées à l'autonomie...) soient intégralement prises en charge par l'État ».

A l'échelle du département des outils, comme le **Fonds d'aide aux jeunes**, peuvent être mobilisés.

D'autres propositions sont reprises dans toute la France par les Communistes, comme **une mutuelle santé à 30 euros** par mois pour tout le monde, **une allocation de 50 euros pour la reprise de la culture et du sport pour tous les collégiens**, la **gratuité des transports scolaires**, une **meilleure prise en charge des Ehpad** ainsi que **l'amélioration des services de maintien à domicile** que ce soit par service prestataire ou service mandataire, le rétablissement des éducateurs de rues supprimés par la majorité actuelle de droite, etc. ■

Un bouclier social et écologique

... pour retrouver, face à la crise, du « pouvoir d'achat » et du pouvoir de vivre !



9 Millions de pauvres dont la moitié n'a pas trente ans. Avec les effets délétères de la pandémie en un an 1 million de personnes a basculé dans cette situation.

Pas d'autres choix que de se priver de manger, de se loger, et se chauffer ou se soigner. **Il faut savoir qu'à Boucau 16% des foyers vivent sous le seuil de pauvreté, une vingtaine de familles ont régulièrement recours au Secours Populaire Français à Anglet. Combien aux restos du cœur la table du soir, à la Croix Rouge....?**

Qui se souvient de cette déclaration du Président de la République : « La politique sociale regardez : on met un pognon de dingue dans les minima sociaux ; les gens ils sont quand même pauvres ». Larmes de crocodile ???

Pourtant le 6 mai à l'assemblée nationale les marconistes ont rejeté une proposition soutenue par toute la gauche d'un RSA pour les jeunes 18/25 ans ; idée avancée par le PCF depuis des années. Il n'est pas acceptable et nous n'acceptons pas que les jeunes passent des bancs de la Fac aux files d'attente des banques alimentaires. Pour ces députés toutes tentatives d'aider les gens et plus particulièrement les jeunes relèverait de l'assistanat, renvoyant ainsi ces populations dans l'obligation de faire appel à la solidarité populaire exercée par les associations caritatives diverses et variées. Il en va de leur survie.

Quand on sait qu'au final, moins d'un pour cent du plan de relance sera dirigé vers la lutte contre la pauvreté tandis

que des milliards d'euros sont versés aux grandes entreprises sans contrepartie vers quel côté va-t-on pointer du doigt les assistés ? Ces assistés (ceux du CAC40) se partagent quand même 51 milliards d'euros de dividendes alimentés par les milliers de milliards d'aides publiques. D'autant que ces milliards servent à licencier à tour de bras. A chaque poste supprimé 815000 euros vont dans les poches de ces actionnaires. Bombance pour les fortunes, vraies larmes et goût de cendres dans la bouche pour les autres.

Le RSA étant de la compétence des conseils départementaux, nous interpellons les candidats à porter l'exigence d'un RSA jeunes. ■

Pensez au vote par procuration !

Si vous ne pouvez pas être présent le 20 juin pensez aux procurations, mode d'emploi :

Vous devez faire appel à une personne de confiance qui pourra voter à votre place par procuration. La personne que vous avez choisie doit être inscrite sur les listes électorales de votre ville, mais pas nécessairement dans le même bureau de vote.

soit

- 1 Faites votre demande sur **maprocuration.gouv.fr**
- 2 Rendez-vous au commissariat avec une pièce d'identité (passeport ou carte d'identité ou permis de conduire) pour que votre identité soit validée. Votre demande est envoyée à la mairie

- 1 Rendez-vous au commissariat avec une pièce d'identité (passeport ou carte d'identité ou permis de conduire), pour y remplir le Cerfa et valider votre identité. **Pour gagner du temps, vous pouvez télécharger le formulaire sur internet (www.service-public.fr)**
- 2 Votre demande est envoyée à la mairie